

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA MODIFICATION DE LA POLITIQUE

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Dirait-il s'il entend apporter un changement à la politique visant à enrayer l'inflation sans plonger davantage le pays dans la régression?

M. l'Orateur: L'honorable député de Compton reconnaîtra, je crois, qu'il invite présentement le ministre des Finances à faire une déclaration qu'il serait plus opportun de faire à l'appel des motions.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET DE RECONNAISSANCE DE LA CHINE COMMUNISTE

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'aimerais demander au premier ministre s'il y a le moindre fondement aux rumeurs de la raïdo d'après lesquelles les négociations relatives à la reconnaissance de la Chine communiste en sont arrivées au point où l'on peut s'attendre à ce que cette reconnaissance soit annoncée par le gouvernement d'ici dix jours, à un moment où la Chambre ne siège pas?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Avant que le très honorable ministre ne réponde à la question, je dois rappeler au très honorable représentant, qui ne l'ignore sans doute pas, que les députés ne peuvent demander au gouvernement de confirmer ou de dénier des déclarations. Nous présumerons donc que la question a été adressée directement au premier ministre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est la première fois que j'entends cette rumeur. Peut-être l'honorable représentant a-t-il des données en provenance de Russie que je ne possède pas.

Le très hon. M. Diefenbaker: Je n'ai pas été en relations avec le docteur Ling, aussi n'ai-je pas les dernières nouvelles. Le premier ministre doit les avoir. Au sujet de la reconnaissance, le premier ministre refuse-t-il de répondre à la question et de nous dire si les négociations actuelles, si prolongées, sont sur le point d'aboutir?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je le répète, je n'ai entendu là-dessus ni rumeurs ni autre chose. Le ministère répondra à la question lundi. Peut-être l'honorable

représentant pourrait-il interroger alors le ministre.

Le très hon. M. Diefenbaker: On répondra aux questions lundi? Cela signifie-t-il que vous comptez siéger pour résoudre le problème des chemins de fer?

Des voix: Oh, oh.

Une voix: Trouvez-vous une solution express pour la grève aérienne?

[Plus tard]

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, la langue m'a fourché: j'ai dit problème des chemins de fer au lieu de problème des transports aériens.

LES AFFAIRES INDIENNES

LE DÉPÔT DU RAPPORT STANBURY-FIELDS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, compte tenu de la générosité dont le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien veut sûrement faire preuve à ce temps-ci de l'année, il languit sans doute de répondre à ma question de l'autre jour au sujet du rapport Stanbury-Fields. Est-il en mesure de déposer le rapport maintenant?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous avons dit que nous ne pouvions publier ce rapport. Cependant, il y a quelques mois, en réponse à une question posée par un autre député, nous avons donné plusieurs renseignements qu'il me fera plaisir de transmettre à l'honorable député de Skeena.

LES RÉPERCUSSIONS DES CONSULTATIONS RELATIVES AUX SALAIRES MINIMUMS

[Traduction]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien si son ministère poursuit activement des entretiens avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, au sujet des salaires minimums, car cela peut toucher les Indiens; et si cela changera les projets du ministère à l'égard des initiatives qu'il encourage actuellement de la part des collectivités indiennes en certains domaines?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous sommes toujours en communication avec les autres ministères afin d'établir une politique permettant aux Indiens d'occuper une place plus adéquate dans notre